

Saint Denis, le 29 juin 2017

COMMUNIQUE DE PRESSE

Rythmes scolaires : la précipitation l'emporte sur la raison !

Le décret relatif à l'organisation de la semaine scolaire autorise le retour à la semaine de 4 jours de classe, sans augmenter le temps scolaire sur l'année dès la rentrée 2017.

La semaine de 4 jours mise en place par Xavier DARCOS en 2008, tant décriée notamment par les enseignants sur la fatigue qu'elle engendrait auprès des enfants, sera donc de retour dès septembre prochain sur certains territoires...

Pourtant, en 2013, un grand nombre d'études sérieuses, d'éminents acteurs éducatifs s'accordaient sur l'intérêt pour l'enfant d'une meilleure répartition des temps d'apprentissage sur la semaine, notamment sur cinq matinées, organisation propice à la réussite de tous, notamment des plus fragiles.

Trois ans seulement après la mise en œuvre de la Loi pour la refondation de l'école de la République, pour la majorité des villes, l'heure est donc à l'infléchissement (certains diront au « détricotage ») des politiques publiques éducatives, sans aucune évaluation du point de vue de leur intérêt pour l'enfant et le jeune.

Parce que l'éducation se nourrit du temps long, se nourrit bien plus de continuité que de rupture et de précipitation, l'ANDEV appelle à une évaluation partagée des impacts des réformes en cours, notamment sur les conditions d'apprentissage et le bien-être des enfants, indispensable et incontournable pour une concertation efficace au sein des territoires.

Cette réforme a constitué pour les villes un travail considérable de concertation, de construction partagée mobilisant un grand nombre d'acteurs éducatifs. Plus de 90 % des collectivités locales se sont impliquées dans l'élaboration et l'animation de projets éducatifs territoriaux ambitieux, espaces d'innovation et d'expérimentations locales.

Balayer dans la précipitation les dynamiques engagées sur les territoires risque de démobiliser les acteurs éducatifs investis et impliqués (animateurs, atsems, enseignants, parents) qui commençaient à en percevoir et à en comprendre les enjeux, de déstabiliser les alliances éducatives, souvent novatrices, et également de précariser de nouveau les emplois des temps périscolaires.

Des tensions naissent sur les territoires, commencent à s'exprimer au sein des conseils d'écoles, sans que les discussions puissent dépasser à ce jour les appréciations personnelles des uns et des autres, notamment sur la fatigue des enfants, en l'absence de toute évaluation objective.

Comment dans ce cadre construire un dialogue respectueux des espoirs que les familles fondent encore sur nos territoires dans l'école de la République ?

L'ANDEV s'inquiète du risque de renforcement des inégalités territoriales entre les villes, où chacune devra apprécier, porter, tenter de faire coexister les appréciations individuelles des adultes avec l'intérêt de l'enfant.

De plus, pour que les villes aient réellement le choix, cette déconstruction si rapide d'une réforme en cours ne devra pas constituer la première étape du désengagement de l'Etat dans l'action éducative de proximité, par une remise en cause du fonds de soutien.

L'ANDEV appelle à donc à poursuivre la mobilisation pour consolider les partenariats locaux qui servent prioritairement l'intérêt de l'enfant et du jeune, notamment les plus fragiles d'entre eux et qui ont créé un sens partagé sur les territoires.